

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

article L.2123-1 du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

**MARCHE DE TRAVAUX AYANT POUR OBJET LA MISE EN PLACE DE BALLONS
D'EAU CHAUDE SANITAIRE, RÉFECTION DU RÉSEAU D'EAU CHAUDE SANITAIRE
ET REMPLACEMENT DE CHAUDIÈRES INDIVIDUELLES POUR LA RÉGION DE
GENDARMERIE DU CENTRE-VAL DE LOIRE**

Numéro de consultation : MAPA032025RGCVL_ECS-CHAUDIERES

Procédure de passation : Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique (CCP).

Code CPV :

CPV principal : 45454100 – travaux de réfection

CPV lot 1 : 45330000 Travaux de plomberie

CPV lot 2 : 45330000 Travaux de plomberie

CPV lot 3 : 45331110 – Travaux d'installation de chaudières

GM :

36.02.02– Travaux de rénovation de Bâtiment

37.03.08 – Travaux de plomberie

Le présent CCAP comporte les annexes suivantes :

Annexe 1	Conditions d'accès dans les services de gendarmerie
Annexe 2	Procédure de dématérialisation de la facturation

Ce document comporte 34 pages

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 – ORGANISATIONS.....	4
ARTICLE 3 - PÉRIMÈTRE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4 - PROCÉDURE DE PASSATION.....	5
ARTICLE 5 - FORME ET ETENDUE DU MARCHE.....	5
5.1 – Allotissement.....	5
5.2 - Décomposition en tranches.....	6
ARTICLE 6 – NOTIFICATION, PRISE D'EFFET ET DURÉE DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 7 - MODALITÉS DE COMPUTATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 8- DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES PARTIES.....	9
9.1- Représentation de l'acheteur.....	9
9.2- Représentation du titulaire.....	9
9.3- Remplacement des intervenants en charge de l'exécution des prestations.....	9
ARTICLE 10 – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
10.1- Émission des ordres de services et affermissement des tranches.....	10
10.2- Application de la législation du travail.....	10
10.3- Protection et condition de travail.....	10
10.4- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	10
ARTICLE 11 – DELAI D'EXECUTION.....	11
ARTICLE 12 - CONTROLE, CONFORMITE, RECEPTION.....	11
12.1- Contrôle et suivi de chantier.....	11
12.2- Conformités.....	11
12.3- Réception.....	11
12.3.1- Les opérations de réception.....	11
12.3.2- Réceptions partielles.....	12
12.3.3- Documents à fournir après exécution des travaux.....	12
12.4- Garantie des fabricants.....	12
ARTICLE 13 - PRIX – REGLEMENT DES COMPTES.....	12
13.1- Date d'établissement des prix.....	12
13.2- Forme du prix.....	12
13.3- Contenu des prix.....	12
13.4- Variation des prix.....	15
13.5- Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	16
13.6- Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	16
13.7- Avance.....	17
13.8- Règlement des comptes.....	17
13.8.1- Facturation électronique.....	18
13.8.2- Modalités de transmission des factures.....	19
13.8.3- Délai global de paiement.....	19
13.9- Cession ou nantissement de créance.....	19
13.10- Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	20
ARTICLE 14 -PÉNALTÉS.....	21
14.1- Dispositions générales.....	21
14.2- Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	21
14.3- Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception.....	21

14.4- Autres pénalités.....	22
ARTICLE 15 - GARANTIES.....	22
15.1- Garantie de parfait achèvement : (article 1792-6 du Code Civil).....	22
15.2- Garantie biennale et de bon fonctionnement : (article 1792-3 du Code Civil).....	22
15.3- Garantie décennale (article 2270 du Code Civil).....	23
15.4 Assurances.....	23
15.4.1- Généralités.....	23
15.4.2- Responsabilité civile.....	23
15.4.3- Assurance de Responsabilité Décennale.....	23
15.4.4- Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction.....	24
ARTICLE 16 - RETENUE DE GARANTIE.....	24
ARTICLE 17 - DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	24
17.1- Dispositions applicables en cas de sous-traitance.....	24
17.1.1- Désignation de sous-traitants postérieurement à la notification du marché.....	24
17.1.2- Modalités de paiements des sous-traitants.....	25
17.2- Dispositions applicables aux groupements momentanés d'opérateurs économiques.....	25
ARTICLE 18 - DISPOSITIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.....	26
18.1- Certification Achats responsables – Considérations environnementales.....	26
18.2- Dispositions sociales.....	27
ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	28
19.1- Obligation de conseil.....	28
19.2- Obligation d'information et de présence aux réunions.....	28
19.3- Confidentialité et secret des affaires.....	28
19.4- Mesures de sécurité.....	29
19.4.1- Contrôle de la liste nominative du personnel affecté au lot.....	29
19.4.2- Travaux sur site sécurisé.....	30
ARTICLE 20 - CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	31
ARTICLE 21 – PRESTATIONS SIMILAIRES.....	31
ARTICLE 22 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	31
22.1- Échanges dématérialisés.....	31
22.2- Autres obligations administratives.....	31
ARTICLE 23 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	32
ARTICLE 24 - RESILIATION DU MARCHE – INTERRUPTION DES TRAVAUX.....	32
24.1- Résiliation du marché.....	32
24.2- Redressement ou liquidation judiciaire.....	33
ARTICLE 25 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	33
ARTICLE 26 - LITIGES ET CONTENTIEUX.....	33
26.1- Règlement amiable des litiges en cours d'exécution du marché.....	33
26.2- Différends et litiges.....	34
ARTICLE 27 - LANGUE.....	34
ARTICLE 28 - DEROGATIONS AUX CCAG ET CCTG.....	34

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) fixe les caractéristiques, modalités et conditions d'exécution de ce marché Il est commun à l'ensemble des lots.

Le présent marché a pour objet la mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire, la réfection du réseau d'eau chaude sanitaire et le remplacement de chaudières individuelles pour la Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.

Il porte sur les prestations et lieux d'exécution suivants :

- La mise en place de ballon d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 27 à 51 de la caserne de gendarmerie Bertrand sise 19 rue de la Sablonnière, à Dreux (28) ;
- La mise en place de ballon d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 001 à 005 de la caserne de gendarmerie sise 4 rue des Tanneurs, à Vendôme (41) ;
- La mise en place de ballon d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 009 à 011 de la caserne de gendarmerie sise 1 boulevard Anatole France, à Amboise (37);
- La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 008 à 018 de la caserne de gendarmerie Dupré sise 43 rue du Maréchal Leclerc, à Lucé (28) ;
- La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire des bâtiments 100 à 120 et 127 à 130 de la caserne de gendarmerie La Haye sise 62 faubourg d'Orléans, à Pithiviers (45) ;
- Le remplacement de chaudières individuelles des bâtiments 005 à 007 de la caserne de gendarmerie Vitoux sise 8 chemin Noir, à Bourges (18).

Ce marché, mono-attributaire se décompose en lot et en tranches fermes et optionnelles.

Les prestations telles qu'elles sont attendues, sont décrites au CCTP.

Il est fait application du **CCAG-TRAVAUX** approuvé par arrêté du 31 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

ARTICLE 2 – ORGANISATIONS

Maître d'ouvrage (MOA)	Maître d'œuvre (MOE)
Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire Bureau du Budget et de l'administration / SA 07, boulevard Marie Stuart - BP 2537 45038 ORLÉANS CEDEX 1 Mail : bba.dao.rgcvl+MP@gendarmerie.interieur.gouv.fr Tél : 02.38.52.51.06	Région de gendarmerie du Centre – Val de Loire Bureau de l'immobilier et du logement Caserne Connétable de Richemont 7 boulevard Marie Stuart 45038 ORLÉANS CEDEX 1 Mail : bil.dao.rgcvl@gendarmerie.interieur.gouv.fr Tél : 02.38.52.51.28

ARTICLE 3 - PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

Les prestations s'exécutent en Région Centre-Val de Loire.

Lieux des travaux :

19 rue de la Sablonnière
28200 Dreux

4 rue des Tanneurs
41100 Vendôme

1 boulevard Anatole France
37400 Amboise

62 faubourg d'Orléans, à Pithiviers
45500 Pithiviers

43 rue du Maréchal Leclerc
28000 Lucé

8 chemin Noir
18000 Bourges

Contact	Bureau de l'Immobilier et du Logement (BIL) d'Orléans Tél : 02.38.52.51.28 (Majore PLANCHE Marina)
---------	--

ARTICLE 4 - PROCÉDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique (CCP).

ARTICLE 5 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est **mono-attributaire** pour chacun des lots décrits ci-après en application de l'article R.2162-10 du Code de la commande publique.

5.1 – Allotissement

Le marché est alloti en **3 lots** conformément à l'articles L2113-10 du Code de la commande publique selon un périmètre technique ci-après désigné.

N° du lot	Allotissement
1	Mise en place de ballon d'eau chaude sanitaire pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire
2	Réfection du réseau d'eau chaude sanitaire pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire
3	Remplacement de chaudières individuelles pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire

5.2 - Décomposition en tranches

Les lots sont fractionnés par tranche comme décrit ci-après et au CCTP :

N° du lot	Allotissement
1	Mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire
	Tranche ferme : mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 45 à 51 de la caserne de gendarmerie Bertrand sise 19 rue de la Sablonnière, à Dreux
	Tranche optionnelle n° 1 : mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 33 à 38 de la caserne de gendarmerie Bertrand sise 19 rue de la Sablonnière, à Dreux
	Tranche optionnelle n° 2 : mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 39 à 44 de la caserne de gendarmerie Bertrand sise 19 rue de la Sablonnière, à Dreux
	Tranche optionnelle n° 3 : mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 27 à 32 de la caserne de gendarmerie Bertrand sise 19 rue de la Sablonnière, à Dreux
	Tranche optionnelle n° 4 : La mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 001 à 005 de la caserne de gendarmerie sise 4 rue des Tanneurs, à Vendôme.
	Tranche optionnelle n° 5 : La mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements du bâtiment 009 de la caserne de gendarmerie sise 1 boulevard Anatole France, à Amboise.
	Tranche optionnelle n° 6 : La mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements du bâtiment 010 de la caserne de gendarmerie sise 1 boulevard Anatole France, à Amboise.
	Tranche optionnelle n° 7 : La mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements du bâtiment 011 de la caserne de gendarmerie sise 1 boulevard Anatole France, à Amboise.

2	Réfection du réseau d'eau chaude sanitaire pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire
	Tranche ferme : La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 016 à 018 de la caserne de gendarmerie Dupré sise 43 rue du Maréchal Leclerc, à Lucé.
	Tranche optionnelle n° 1 : la réfection du réseau d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 008 à 011 de la caserne de gendarmerie Dupré sise 43 rue du Maréchal Leclerc, à Lucé
	Tranche optionnelle n° 2 : La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 012 et 013 de la caserne de gendarmerie Dupré sise 43 rue du Maréchal Leclerc, à Lucé.
	Tranche optionnelle n° 3 : La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 014 et 015 de la caserne de gendarmerie Dupré sise 43 rue du Maréchal Leclerc, à Lucé
	Tranche optionnelle n° 4 : La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire des bâtiments 100/101/102 – 103/104 – 112A – 114/115 – 116/117 – 120 de la caserne de gendarmerie La Haye sise 62 faubourg d'Orléans, à Pithiviers.
3	Tranche optionnelle n° 5 : La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire des bâtiments 105/106/107/108/109 – 110/111 – 113A/113B – 118/119 – 127/128 – 129/130 de la caserne de gendarmerie La Haye sise 62 faubourg d'Orléans, à Pithiviers.
	Remplacement de chaudières individuelles gaz pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire
	Tranche ferme : Le remplacement de chaudières individuelles du bâtiment 006 – logements 1 à 12 de la caserne de gendarmerie Vitoux sise 8 chemin Noir, à Bourges.
	Tranche optionnelle n° 1 : Le remplacement de chaudières individuelles du bâtiment 006 – logements 13 à 24 de la caserne de gendarmerie Vitoux sise 8 chemin Noir, à Bourges.
	Tranche optionnelle n° 2 : Le remplacement de chaudières individuelles du bâtiment 007 de la caserne de gendarmerie Vitoux sise 8 chemin Noir, à Bourges.
	Tranche optionnelle n°3 : Le remplacement d'une chaudière individuelle du bâtiment 005 de la caserne de gendarmerie Vitoux sise 8 chemin Noir, à Bourges

Les prestations attendues au titre des lots et des tranches sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 6 – NOTIFICATION, PRISE D'EFFET ET DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est notifié au Titulaire par la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire. Il prend effet à compter de sa date de notification.

La notification au Titulaire des décisions ou informations de la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire qui font courir un délai est faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques. Pourront être transmis ainsi les lettres, ordres de service, les notes d'observations et les mentions des visas des documents. Le Titulaire en accuse expressément réception ; à défaut la date de notification est réputée être celle de la date d'envoi de l'ordre de service augmenté de 3 jours francs.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Le marché est conclu pour une durée ferme de 60 mois.

Les tranches fermes ont pour limite de livraison de chantier le 31/12/2025

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE COMPUTATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

ARTICLE 8- DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité :

N°	Documents
1	Un acte d'engagement par lot (ATTR1) et ses annexes financières selon la nature des prestations : - Annexe 1 – DPGF
2	Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
3	Le cahier des clauses techniques (CCTP) et ses annexes
4	Les précisions et réponses publiées sur PLACE au cours de la consultation le cas échéant,
5	Les ordres de service
6	Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-TRAVAUX) approuvé par arrêté du 31 mars 2021. Le CCAG-TVX étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent marché mais chaque titulaire peut le consulter sur le

	site Internet suivant : https://www.legifrance.gouv.fr
7	Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux. Etant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent marché.
8	Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché
9	Le cadre de réponse technique remis par le titulaire à l'appui de son offre, et ses annexes éventuelles

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur le marché.

ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES PARTIES

9.1- Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur au sein de la Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché. L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire. Par ailleurs, chaque service bénéficiaire désigne un interlocuteur unique au Titulaire, qui est le responsable du suivi de l'exécution de la prestation.

9.2- Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché. En cas de modification des interlocuteurs représentants le titulaire du marché, le titulaire dispose d'un **délai de 10 jours** pour en informer l'acheteur. En cas de non respect, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité prévu au CCAP. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

9.3- Remplacement des intervenants en charge de l'exécution des prestations

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé. Les personnes proposées doivent pouvoir répondre aux exigences du marché. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le **délai de 15 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

ARTICLE 10 – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10.1- Émission des ordres de services et affermissement des tranches

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés.

L'ordre de service est la décision (acte unilatéral) du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Chaque ordre de service comportera :

- Le numéro et la date
- La référence du marché (numéro de marché),
- Le nom et les coordonnées du Titulaire,
- Le nom et l'adresse de l'acheteur
- La désignation de la prestation à effectuer ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution ;
- Le montant total en euro HT et TTC de la tranche concernée ;
- Les contraintes particulières (de sécurité, d'accès, horaires, consignes spécifiques),
- Toutes mentions particulières le cas échéant.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification de l'ordre de service. Ils sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

L'affermissement des tranches s'exécute par la transmission d'un ordre de service rédigé par le Maître d'oeuvre.

Le délai d'exécution d'un ordre de service est suspendu dès lors que le titulaire notifie au maître d'ouvrage et maître d'œuvre que cet OS reviendrait à contrevenir à des dispositions législatives ou réglementaires.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de ne pas affermir une tranche. Le non affermissement d'une tranche ne donne pas lieu au versement d'une indemnité de dédit.

10.2- Application de la législation du travail

Il est fait application des dispositions de l'article 6 du CCAG travaux

10.3- Protection et condition de travail

Le Titulaire s'assure du respect des lois et règlements en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.

Il devra obtenir l'accord du service intéressé avant de commencer ses travaux et effectuer toutes modifications demandées par ce dernier, sans augmentation de prix et de délai.

10.4- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans les délais d'exécution.

ARTICLE 11 – DELAI D'EXECUTION

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots constituant l'ensemble du présent marché, est de 60 MOIS

La date estimée de commencement des travaux est fixée au **01/10/2025**.

Ce délai global comprend :

- les périodes de congés annuels
- les repliements des installations de chantier et remises en état des lieux

L'entreprise attributaire devra prévoir ses approvisionnements et fabrications pour pouvoir commencer les travaux à la date prévue.

ARTICLE 12 - CONTROLE, CONFORMITE, RECEPTION

12.1- Contrôle et suivi de chantier

Le contrôle et le suivi du chantier seront assurés par le maître d'œuvre qui pourra demander au Titulaire du marché toute note de calcul, études de détails, plans d'exécution et autres justifications qu'il jugera utiles.

12.2- Conformités

Le maître d'œuvre est chargé de contrôler la conformité des travaux exécutés par rapport aux prescriptions des pièces contractuelles.

12.3- Réception

12.3.1- Les opérations de réception

Il est fait application des dispositions de l'article 41 du CCAG travaux à l'exception de celles visées à l'article 41.1.3 dudit CCAG en ce que, dans le silence de la Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, la réception ne peut être que judiciaire.

La réception est l'acte par lequel la Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve.

À l'occasion des opérations préalables à la réception des travaux, le maître d'œuvre fixe un délai pour l'exécution des travaux inscrits en réserve au procès-verbal de réception. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas rempli la totalité des obligations, il se verra appliquer une pénalité (cf. Article 11 – Pénalités).

La réception des travaux ne pourra être prononcée qu'à l'achèvement complet des ouvrages faisant l'objet des marchés, après essais concluants des équipements mis en œuvre qui seront constatés par le maître d'ouvrage. La réception prend effet à la date de cet achèvement.

12.3.2- Réceptions partielles

Il est fait application des dispositions de l'article 42 du CCAG travaux.

12.3.3- Documents à fournir après exécution des travaux

Le Titulaire du marché sera tenu de remettre à l'achèvement des travaux, lors des opérations préalables à la réception et nécessaires à la rédaction du DOE :

- le cas échéant, les plans conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les plans des câblages électriques mis à jour ;
- Les plans du système de chauffage / climatisation mis à jour ;
- Le cas échéant, les notices de fonctionnement ;
- Le cas échéant, les prescriptions de maintenance ;
- Les fiches techniques.

12.4- Garantie des fabricants

Lorsque les matériaux ou matériels font l'objet d'une garantie des fabricants, le Titulaire en fournira les attestations correspondantes.

ARTICLE 13 - PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

13.1- Date d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « **mois zéro** » (**M0**), mois d'établissement du prix initial ou de l'offre négociée le cas échéant.

S'il y a plusieurs offres successives, la date à prendre en compte est celle de la date de remise de l'offre finale du titulaire.

13.2- Forme du prix

- Le présent marché est établi à **prix global forfaitaire** en € HT, tel qu'il est fixé dans la décomposition des prix global et forfaitaire (DGPF) pour les lots n°1, 2, et 3 et par tranche.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application du prix forfaitaire, en tenant compte de l'ensemble des dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations telles que prévues à l'article 9 du CCAG-TVX, y compris celles liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement en tenant compte des dépenses communes de chantier.

Les prix doivent être établis à l'unité réglementaire hors taxes et ne doivent pas comporter plus de deux (2) décimales.

13.3- Contenu des prix

Le Titulaire est réputé avoir eu l'occasion de prendre connaissance, lors de la visite du site dans le cadre de la présente consultation, de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Cette visite lui a notamment permis de mesurer les incidences tant des contraintes liées à l'environnement de l'opération que des dépenses nécessaires au bon déroulement de l'opération.

Dès lors les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix du marché sont établis en tenant compte :

➔ **Lieux et contraintes liées à l'environnement de l'opération :**

De la connaissance par le Titulaire, préalablement à la remise de son offre, de l'état des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, le Titulaire reconnaissant avoir notamment :

- Pris connaissance complète et entière du site et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution,
- Apprécié toute difficulté inhérente au site, ses abords, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre ; ainsi qu'à la nature des existants et toutes sujétions qui leurs sont liées
- Apprécié les difficultés permanentes ou momentanées d'accès au chantier pouvant provenir notamment de la proximité d'écoles ou d'équipements publics ; il devra s'assurer auprès des différents services municipaux, des différentes contraintes susceptibles d'être imposées aux Titulaires (cotraitants et sous traitants) pour la réalisation du chantier,
- Vérifié avant toute exécution que les documents établis par le maître d'œuvre et plus généralement tous les documents du DCE, ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont décelables par un homme de l'art
- Obtenu tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'œuvre et autres intervenants ainsi qu'auprès de tous services ou autorités compétents ;
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner la mise en place de matériels et matériaux,
- Des situations de travaux en site occupé,
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'ouvrages et notamment ceux du ressort des services concédés (eau, gaz, électricité, égouts, téléphone, télédistribution, chauffage urbain...) ; et des interventions de maintenance et/ou de rénovation des réseaux, de toute nature, internes à l'opération ;
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'intervention des autres corps d'état ;
- Des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération ;
- Des sujétions résultant des prescriptions applicables à l'opération tels que règles de construction, équipements électriques, énergie, lutte contre la pollution, acoustique, règlements sanitaires, sécurité incendie, accessibilité aux personnes handicapées à mobilité réduite ;
- Des sujétions que sont susceptibles d'entraîner les décalages d'intervention dus aux retards ;
- Des différents intervenants à l'acte de construire ;
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés dans le présent marché ;
- Des sujétions de toute nature résultant des caractéristiques du sol et du sous-sol ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets ;

→ **Dispositions nécessaires pour assurer l'hygiène et la sécurité :**

- Des frais résultant de l'application de la loi 13.1418 du 31/12/93 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ainsi que des décrets et arrêtés qui y sont relatifs ;
- De toutes les incidences liées à la sécurité et à la protection de la santé préconisées par la réglementation ;
- Des dépenses et incidences de toute nature liées aux observations et mesures prises par le coordonnateur SPS, les représentants de l'inspection du Travail y compris en cours d'exécution des travaux.

→ **Dépenses nécessaires au bon déroulement de l'opération :**

- Des frais d'études : il s'agit des frais d'études techniques propre au Titulaire et d'établissement des plans d'exécution, de fabrication, et de mise en œuvre des prestations à réaliser, de synthèse, ainsi que la fourniture d'échantillons. Les frais d'études comprennent également les frais d'établissement des plans de conformité, de récolement et des notices d'entretien, d'utilisation, d'exploitation des installations ;
- De la fourniture, du transport à pied d'œuvre, du stockage et de la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages du marché ;
- Des sujétions de mise en œuvre des ouvrages ;
- De la fourniture, de l'installation, des vérifications sur tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- De la protection efficace des ouvrages avec maintien en place jusqu'à la réception ;
- Des frais d'installations communes de sécurité et d'hygiène, y compris les clôtures de barrièrage du chantier et sa signalisation, les frais de fermeture provisoire des bâtiments, les charges temporaires de voirie et de police, les frais de garde du chantier ainsi que les compléments de protections individuelles ou spécifiques ;
- De la dépose et de l'enlèvement des protections ;
- Du nettoyage des ouvrages et de ceux qui seraient salis du fait des travaux ;
- Du remplacement des éléments ayant subi des détériorations au cours de la mise en œuvre ;
- Des frais de coordination de toute nature, y compris les frais de compte prorata (frais de gestion, dépenses communes de fonctionnement et d'investissement)
- Des frais d'établissement des devis et des études de faisabilité y afférents en réponse aux demandes de travaux supplémentaires formulées par le maître d'œuvre sur demande du maître d'ouvrage, que ces devis et études se traduisent ou non par une commande subséquente ;
- Des demandes et avis de toute nature émanant du contrôleur technique et plus généralement, des autorités compétentes : le présent marché oblige le Titulaire à tenir compte de l'intégralité des observations du bureau de contrôle portées dans ses rapports et avis relevant notamment du présent dossier de consultation
- Des frais d'assurances spécifiques à l'opération compte tenu du volume des travaux ;
- Des frais de main d'œuvre de tous types, de moyens, de création d'un réseau provisoire intérieur d'eau (compris raccordement direct ou en dérivation d'immeuble), de création d'un réseau provisoire d'évacuation des eaux pluviales reçues par les bâtiments, de création d'un réseau provisoire intérieur d'électricité compris raccordement, de consommation de

fluides et d'énergie (gaz, électricité) ainsi que toutes autres dépenses communes de chantier, compris installations de compteur provisoire (pour indentation des dépenses imputables au chantier) et protection réglementaire des réseaux (robinet d'arrêt, disjoncteur).

- De la marge du Titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants, sous-traitants ou fournisseurs ;
- De toutes sujétions pour le maintien en service des réseaux existants conservés en place et/ou dévoyés ;
- Des frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre concernant notamment la reprise de plans non conformes ;
- Des frais et taxes éventuels d'occupation de voirie, des frais et taxes éventuels d'occupation du domaine public, des frais et taxes de rejet dans les réseaux publics ;
- Des démarches auprès des concessionnaires et administrations

→ **Cas particulier de la sous-traitance :**

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le Titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

13.4- Variation des prix

Le prix est révisé par le maître d'ouvrage (MOA).

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et selon les modalités ci-après.

$$Pr = P_0 * (I_{n-3} / I_0)$$

- **Pr** = Prix révisé de la situation HT
- **P₀** = Prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois "Zéro" (Mo) HT
- **I_{n-3}** = valeur de l'index définitif du mois « n » moins 3 mois
- **I₀** = valeur de l'index correspondant au mois d'établissement des prix appelé mois "Zéro" (Mo)

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Pour le calcul de la variation des prix des travaux, l'index de référence « I » retenu est le suivant pour tous les lots :

Index : BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils)

la valeur de cet indice est consultable sur :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710972>

La dernière valeur connue au 25/06/2025 (AVRIL 2025) est = BT38 : 136,7

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les indices de référence ne sont pas tous connus, la révision est déterminée provisoirement et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte.

En cas de disparition d'un ou plusieurs indices ou index de référence, celui-ci peut être remplacé par un autre indice ou index équivalent par voie d'avenant.

13.5- Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Auto-liquidation de la TVA pour la sous-traitance

Le 2^{on} de l'article 283 du code général des impôts (CGI) dispose que « pour les travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier par une entreprise sous-traitante, au sens de l'article 1^{er} de la loi n°75-1334 du 31/12/1975 relative à la sous-traitance, pour le compte d'un preneur assujetti, la taxe est acquittée par le preneur ».

Ainsi, dans ce régime dit « d'auto-liquidation de la TVA », le maître d'ouvrage n'acquitte la TVA qu'au titulaire du marché.

La TVA due au(x) sous-traitant(s) est auto-liquidée par le titulaire du marché lors du dépôt de sa déclaration de TVA.

Le sous-traitant sera donc payé pour le montant hors taxe de la prestation.

Ainsi, sur la facture qu'il adresse au titulaire, le sous-traitant devra :

- facturer le montant HT
- exclure la TVA
- indiquer la mention « auto-liquidation » (justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant).

13.6- Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Lorsque des travaux supplémentaires ordonnés par le maître d'ouvrage modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnés dans la décomposition du prix forfaitaire, la modification correspondante de ce prix est calculée en appliquant aux quantités ordonnées, en plus ou en moins, les prix d'unités de la décomposition (article 13 du CCAG-TX).

Si les prestations nouvelles ne figurent pas dans la décomposition du prix forfaitaire, la procédure des prix nouveaux et, éventuellement, des prix provisoires sera appliquée. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Par dérogation aux articles 14, 15 et 16 du CCAG-TX, aucune indemnité ne sera versée au titulaire en cas d'augmentation ou de diminution du montant des travaux.

13.7- Avance

Pour chaque tranche d'un montant égal ou supérieur à 50 000,00 € HT et d'une durée supérieure à 2 mois, une avance est versée au titulaire du marché public et éventuellement à son (ses) sous-traitant(s) admis au paiement direct, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse de ceux-ci dans l'acte d'engagement ou dans la déclaration de sous-traitance.

Le montant de l'avance est fixé :

- pour les petites ou moyennes entreprises (PME) au sens du code de la commande publique, à 30 % du montant initial de chaque tranche, toutes taxes comprises ;
- pour les autres entreprises, hors PME, à 5 % du montant initial de chaque tranche, toutes taxes comprises ;

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le paiement de l'avance interviendra dans le délai de 30 jours, compté à partir de la date de notification de l'ordre de service, associé à chaque tranche.

Si le montant de l'avance est supérieur à 30 %, le titulaire et, éventuellement, son(ses) sous-traitant(s) admis au paiement direct qui acceptent l'avance constitueront une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire conformément aux dispositions du CCP.

Le paiement de l'avance interviendra dans le délai de 30 jours, compté à partir de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation, associé à chaque tranche, pour les marchés à tranches et sous réserve de la réception de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire pour les avances supérieures à 30 %.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des travaux réalisés par l'entreprise, qui figure à un décompte mensuel, atteindra ou dépassera cinquante pour cent (50 %) du montant initial de chaque tranche sur la part des travaux non sous-traités. Il devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant de chaque lot sur la part des travaux non sous-traités.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application, éventuellement, de la clause de variation de prix.

Lorsque le titulaire du marché, qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Dans ce cas, le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

13.8- Règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-TX.

13.8.1- Facturation électronique

◦ Mentions obligatoires des factures sous forme électronique

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-4 comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas (notamment marché à prix global et forfaitaire), les références du contrat ou le numéro de l'engagement juridique (n° d'EJ) figurant sur la première page de l'acte d'engagement ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux respectivement effectué par chacun ; en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC
- 11° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 12° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 13° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le paiement s'effectue par mandatement administratif avec virement sur le compte figurant sur l'acte d'engagement, effectué sur présentation d'une facture détaillée et datée.

1. Le MOE transmet un PV de réception de chantier contre-signé du titulaire au MOA pour établissement d'un dossier de paiement,
2. Le MOA établira un dossier de paiement reprenant la révision du prix à appliquer, l'avance versée et la réception des travaux du MOE. Le MOA indiquera au titulaire le montant révisé attendu pour l'établissement de la facture,

3. Le titulaire pourra ensuite dématérialiser la facture accompagnée du dossier de paiement et du PV de réception notifié sur <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures émises sur support papier ou tout autre support autre que <https://chorus-pro.gouv.fr> ne seront pas traitées.

13.8.2- Modalités de transmission des factures

En application des articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, le titulaire du marché ainsi que les éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent les factures sous forme électronique via la portail de facturation « Chorus Pro ».

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures / les projets de décompte mensuels, sont libellés au nom du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest – Chorus « Pôle immobilier », et transmises par l'intermédiaire du module « travaux » du portail gratuit et sécurisé « Chorus Pro » sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Renseignements utiles pour la dématérialisation :

Dans le bloc « MOE » et le bloc « Destinataire » :

n° SIRET : 11000201100044
code service : MI5PLTF035

Pour l'efficacité du traitement des demandes, l'attention du titulaire est portée sur le nommage des documents déposés dans l'application Chorus Pro. Il veillera à la bonne identification des différents justificatifs.

Pour toutes informations complémentaires, le titulaire peut se référer à la documentation disponible à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

13.8.3- Délai global de paiement

Les règlements interviendront par virement sur le compte du titulaire dans un **délai maximum de 30 jours** : le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture établie par le titulaire.

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement, des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (L.2192-13 du code de la commande publique).

En cas de retard dans la transmission d'une facture, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire du marché de transmettre son projet dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure.

13.9- Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 et suivant du Code de la commande publique.

13.10- Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP.

Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur. S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- ➔ Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- ➔ Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- ➔ Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.
- ➔ L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire. Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS

14.1- Dispositions générales

D'une manière générale, les jours sont considérés calendaires. Toutes les pénalités sont forfaitaires, non révisables et cumulatives. Elles sont applicables sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont plafonnées à 20% du montant du marché (1 lot = un marché).

Le calcul des pénalités retenues est effectué par la maîtrise d'œuvre et fourni au Titulaire ou au mandataire du groupement (qui assure le cas échéant la répartition entre ses cotraitants pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés).

Dans l'attente de cette éventuelle répartition, le montant global des pénalités retenues peut être appliqué au Titulaire ou au mandataire en cas de groupement par précomptes sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés est fournie par le mandataire du groupement dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception.

Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par le Titulaire ou le mandataire du groupement.

14.2- Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard sur le délai global ou en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, le Titulaire est passible d'une pénalité journalière forfaitaire fixée à **250 €**.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux du lot, de la tranche ou de la tâche concerné et la date de réception des travaux dudit lot, de la tranche ou de la tâche sans neutraliser les diverses interruptions.

Cette pénalité, appliquée sans mise en demeure préalable, est calculée sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution des travaux et de la date d'expiration du délai d'exécution fixée au calendrier contractuel d'exécution.

Des retenues journalières calculées selon indications ci-avant peuvent être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues peuvent être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux d'un autre lot. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, elles sont transformées en pénalités

14.3- Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception

Si le Titulaire n'a pas remédié, dans le délai fixé par ordre de service, aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement.

Le montant de la pénalité de retard forfaitaire par jour est fixé à **150 €**.

14.4- Autres pénalités

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

Type de pénalités	Montant forfaitaire
Retard dans l'installation de chantier	250 euros par jour calendaire de retard
Non respect constaté des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier	Par infraction constatée, 500 euros par jour calendaire, jusqu'à rectification de l'ensemble des éléments sur lequel porte le constat
Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne	Par infraction constatée, 500 euros par jour calendaire, jusqu'à rectification de l'ensemble des éléments sur lequel porte le constat.
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite Par infraction constatée	100 euros par jour calendaire, jusqu'à diminution des bruits
Dépôt de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites, ou non retrait des gravois et emballages des matériaux	Par infraction constatée et par jour calendaire jusqu'à rectification de l'ensemble des éléments sur lesquels porte le constat : 300 euros
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans l'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, calendrier des travaux pour OS, etc.)	Par document et par jour calendaire de retard : 150 euros
Retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) et du DIUO	Par jour calendaire : 150 euros
Retard dans le nettoyage du chantier et dans l'évacuation des gravois hors chantier	400 euros par jour calendaire de retard
Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier Nota : un retard perturbant ces réunions et/ou visite pourra être assimilé à une absence	100 euros par absence constatée

ARTICLE 15 - GARANTIES

15.1- Garantie de parfait achèvement : (article 1792-6 du Code Civil)

Il est fait application de l'article 44 du CCAG travaux. Cette garantie est fixée à un an à compter de la date de réception des ouvrages.

15.2- Garantie biennale et de bon fonctionnement : (article 1792-3 du Code Civil)

Cette garantie est d'ordre public et d'une durée de 2 ans à compter de la date d'effet de la réception des ouvrages.

15.3- Garantie décennale (article 2270 du Code Civil)

Cette garantie s'applique dans le cadre de loi 78.12 du 4 janvier 1978.

15.4 Assurances

15.4.1- Généralités

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, chaque Titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances en état de validité énumérées ci-après.

Chaque Titulaire est tenu de présenter, avant la fin de la période de préparation les attestations des compagnies d'assurance solvables auprès desquelles auront été souscrites les différentes polices.

Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance du Titulaire à l'assureur du droit à notifier au maître de l'ouvrage tous frais de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurances.

Cette attestation devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

L'attestation de sa compagnie d'assurances, que le Titulaire doit présenter doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la police ou les polices sont en bon état de validité, et que le Titulaire lui-même est en règle de paiement des primes exigibles.

Aucun règlement pour solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance.

15.4.2- Responsabilité civile

Chaque Titulaire et intervenant dans l'opération, doit être titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile, couvrant les dommages de toutes natures garantissant sa responsabilité en cas d'accident ou de dommages causés aux tiers par la conduite des travaux ou leur modalité d'exécution.

La ou des polices devront couvrir les responsabilités de tous les intervenants, que ce soit pendant la durée des travaux, mais également après réception des travaux, du fait de tout événement engageant leur responsabilité civile sur le fondement des articles 1382 à 1384 du code civil.

Cette ou ces polices d'assurances de responsabilité civile devront comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux du lot concerné. Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

15.4.3- Assurance de Responsabilité Décennale

Tous responsables au titre des articles 1792 et 1792-1 du code civil doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance obligatoires de Responsabilité décennale selon les modalités applicables au jour de la signature du marché et comportant la garantie de tous les risques définies par les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.4 du code civil, ainsi que les clauses prévues tant par la loi n° 78.12 au 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, que par ses décrets et arrêtés d'application (notamment les risques découlant pour le traitant principal de la défaillance éventuelle d'un sous-traitant).

Si le Titulaire n'est pas titulaire d'une qualification délivrée par un organisme de qualification, l'attestation fournie pour la police Responsabilité décennale devra préciser la nature des activités garanties.

15.4.4- Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction

Cette police doit garantir les risques d'explosion et d'incendie pouvant survenir sur l'ouvrage et les approvisionnements des Titulaires sur le chantier pendant la durée des travaux et ce, jusqu'à la date de réception de ces derniers. Le maître d'ouvrage devra être défini comme l'un des assurés dans cette police.

ARTICLE 16 - RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique, il peut être prélevé une retenue de garantie par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, à hauteur de 5 % sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des modifications du Marché en cours d'exécution.

Pour les marchés conclus avec une petite et moyenne entreprise au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, la retenue de garantie sera de 3 %.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées le cas échéant pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une « garantie à première demande ». La structure apportant sa garantie doit être choisie parmi les tiers agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. Lorsque cette structure est étrangère, elle doit être choisie parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

17.1- Dispositions applicables en cas de sous-traitance

17.1.1- Désignation de sous-traitants postérieurement à la notification du marché

Il est fait application des dispositions de l'article 3.6 du CCAG travaux précisé par les dispositions suivantes. Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément avant l'exécution des travaux proprement dits à sous-traiter, le Titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- a/ La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue
- b/ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé

c/ Le montant maximum des sommes à payer directement au sous traitant

d/ Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix

e/ Les capacités professionnelles et financières du sous traitant.

Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il est justifié :

* qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers ou toute assurance nécessaire à la bonne exécution de l'ouvrage,

* qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

17.1.2- Modalités de paiements des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, simultanément au maître d'œuvre et au Titulaire du marché sous pli recommandé avec accusé de réception, ou leur dépose contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier un refus au sous-traitant et au maître d'œuvre. En l'absence de refus du Titulaire, l'acheteur procède au paiement du sous traitant dans un délai de 30 jours

- à compter de la réception par le maître d'œuvre de l'accord total ou partiel du Titulaire du marché sur le paiement de la demande

- de l'expiration du délai de 15 jours dont dispose le Titulaire si celui-ci n'a notifié ni accord ni refus.

Les règlements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et de solde, ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des règlements effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans l'acte spécial relatif à la sous-traitance.

17.2- Dispositions applicables aux groupements momentanés d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire doit disposer impérativement du niveau de qualification minimale précisé au RC et doit être en capacité de réaliser les tâches essentielles. Lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur. En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant.

À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

18.1– Certification Achats responsables – Considérations environnementales

En termes de développement durable, le titulaire devra respecter les exigences suivantes :

- Optimisation des consommations d'eau et d'énergie,
- Utilisation de matériel nécessitant une faible consommation d'énergie lors de leur fabrication et de leur utilisation dans le cadre de la prestation,
- Utilisation de produits limitant la pollution de l'eau et de l'air,
- Limitation de la production de déchets et optimisation de la gestion,
- Limitation des nuisances notamment sonores.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le présent marché introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique. À ce titre, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier par écrit, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR, disponibles sous le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables> et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagne dans cette démarche.

Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

- **L'ÉCOCONDUITE**

Le futur titulaire est fortement invité à mettre en place auprès de ses salariés des formations à l'écoconduite. L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre (GES) ainsi que les dépenses tout en réduisant le risque de survenue d'accident. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif certifiant de la mise en œuvre d'une sensibilisation des agents à l'écoconduite au sein de son entreprise.

- **LA GESTION DES DÉCHETS/RÉEMPLOI**

En application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du code de la commande publique, ce marché fait l'objet de conditions d'exécution obligatoires relevant du domaine environnemental. (Article 20.2 du CCAG-TX)

Dans le cadre des travaux, objet du marché, le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour

garantir :

- La gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché et notamment leur traçage / traçabilité vers des filières de recyclage DEEE ;
- La diminution de rejets de CO2, notamment le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales ;
- Une organisation interne pour le suivi, le recyclage ou la dépollution des déchets produits ou collectés lors de l'exécution du marché tenant compte de la nécessité d'utiliser l'application TRACKDECHETS pour le suivi administratif et technique des déchets concernés ;
- La prise en compte des consommations énergétiques des matériels dans l'offre ;
- Un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie.

18.2- Dispositions sociales

Il est demandé à l'entreprise retenue, quelle qu'elle soit, de proposer, pour l'exécution du marché, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le dispositif d'insertion par l'activité économique mis en place dans le cadre du présent marché, vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises.

Cette clause est applicable pour tous les lots identifiés à l'article 5.1 du présent CCAP. Elle est mise en œuvre et contrôlée par lot. En cas de sous-traitance, le titulaire fait respecter cette obligation par son ou ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'insertion par l'activité économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle.

Le ministère de l'Intérieur dispose d'une convention avec l'EPEC (Ensemble Paris Emploi Compétences) qui a pour ambition d'être un levier majeur de mise en œuvre et déclinaison sur le territoire parisien des politiques publiques de l'emploi.

Elle a pour vocation de développer ses axes d'intervention en cohérence avec les principaux acteurs de l'emploi, et en accord avec les priorités stratégiques de la Ville de Paris, de l'État et du Service public de l'emploi.

Les publics visés par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un

Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la DREETS a mis en place un accompagnement des entreprises par territoire d'intervention du titulaire :

KATHY CROSNIER

Coordinatrice régionale de la Clause sociale en région Centre-Val de Loire

kcrosnier@ville-emploi.asso.fr

ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est directement responsable de la bonne exécution des travaux attendus. Le titulaire doit faire le nécessaire pour rendre les installations conformes à la législation ou réglementation et aux normes des compagnies d'assurances. Les obligations générales et administratives sont décrites ci-dessous.

19.1- Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de non-conformité, de dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil et d'alerte, au titre de laquelle il doit fournir au service bénéficiaire l'ensemble des informations, mises en garde et recommandations nécessaires notamment en termes de qualité de service, de sécurité, de mise en conformité, de réglementation, veille technique et juridique.

Le titulaire a notamment obligations d'informer et/ou solliciter l'acheteur sur toutes demandes non conformes aux normes et textes applicables décrits dans le CCTP. Le titulaire a la faculté de formuler des avis et des recommandations sur les travaux et opérations dont il n'a pas la charge.

Ce devoir de conseil est fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

19.2- Obligation d'information et de présence aux réunions

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire informe sans délai de l'évolution de la réglementation dont il aurait connaissance et nécessitant, par exemple, une mise en conformité des ouvrages. L'acheteur s'engage à informer le titulaire de la suite donnée aux informations portées à sa connaissance. Le titulaire supportera, sans y apporter d'obstacle, les travaux entrepris par l'acheteur. **Le coût des réunions est inclus dans le prix du marché.**

19.3- Confidentialité et secret des affaires

Le service bénéficiaire impose que tout le personnel affecté au contrat réponde à des exigences de confidentialité et de discrétion sur la teneur des informations dont il pourrait avoir connaissance dans l'exécution des missions. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du Code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage AMO, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

19.4- Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

19.4.1- Contrôle de la liste nominative du personnel affecté au lot

Certains sites peuvent être sensibles. À ce titre, le titulaire et ses prestataires qui effectuent les prestations seront tenus de fournir à l'acheteur sur demande de celui-ci, pour accord, une liste nominative des personnes susceptibles d'intervenir sur le site (personnel du titulaire concerné, de ses cotraitants, de ses sous-traitants, etc.), et ce, à minima, 1 mois avant la date de démarrage des prestations. Cette liste précisera les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, et adresses de chacun des salariés, ainsi qu'une photocopie de leur pièce d'identité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour).

La liste nominative des personnes constituant les équipes ainsi que leur qualification est une information que le Titulaire, doit transmettre avant l'exécution du présent marché ainsi que par nature de fonctions exercées. Ce document doit être remis à jour dès qu'il y a modification de la répartition des effectifs ou de la nature des fonctions exercées. Dans le cadre d'une obligation de résultat, le Titulaire doit justifier en cas de diminution des moyens affectés à un site qu'il n'y a pas

dégradation de la prestation pour validation par le service bénéficiaire. Aucune diminution de moyens ne peut être opérée sans l'accord expresse du service bénéficiaire. Même dans ce cas, le service bénéficiaire se réserve d'exiger un retour à la situation antérieure en cas de constat de défaillance dans la réalisation des prestations.

En cours d'exécution du marché, le titulaire signalera au moins 1 semaine à l'avance le changement de personne.

Des précisions ou mesures dérogatoires ou supplémentaires à cette clause peuvent être indiquées au titulaire par l'acheteur en annexe des ordres de service ou par tout mail.

Le titulaire ou son prestataire concerné ne pourra justifier en aucune manière un retard d'exécution dû au contrôle d'identité de son personnel.

19.4.2- Travaux sur site sécurisé

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrable seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les intervenants au projet et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence. A l'issue du contrôle des pièces d'identité, l'administration peut refuser l'accès du site aux participants annoncés à tout moment sans énoncer ses motifs. L'entreprise sera invitée à présenter un nouveau participant dans les mêmes conditions que précédemment (formulaire rempli et copie CNI dans les délais impartis). Le titulaire ne pourra se prévaloir d'un retard d'exécution au titre de la mise en place de ces mesures.

Le maître d'ouvrage peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le titulaire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Les co-traitants et sous-traitants du titulaire sont soumis à cette même règle.

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur au Ministère de l'Intérieur et sur le site concerné par l'exécution.

Le titulaire est tenu d'être présent ou de se faire représenter à tous les rendez-vous de coordination qui sont provoqués par le Conducteur de l'opération.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par le maître d'ouvrage sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Les travaux étant exécutés sur un site occupé, les horaires de travail à respecter dans la caserne seront de **08h00 à 18h00**.

Les entreprises devront respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués à l'intérieur d'une enceinte militaire.

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au site pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents. Le responsable du site pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier à l'occasion de visites officielles. Il pourra prescrire le déplacement de matériels ou de véhicules et imposer que les locaux de chantiers restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc ...) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

ARTICLE 20 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des articles L. 2194-11° et R. 2194-1 du Code de la commande publique, le marché fait l'objet d'une clause de réexamen en cas d'évolution du périmètre de prestations.

→ Les modifications font l'objet d'une décision confirmée par un avenant.

ARTICLE 21 – PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et dans le respect des seuils de la procédure initiale.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 22 - DISPOSITIONS DIVERSES

22.1- Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché avec obligation du titulaire de confirmer par accusé de réception) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique ou via un outil mis en place par le titulaire et accepté par l'acheteur.

22.2- Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement. Le titulaire met à disposition tous les

six (6) mois, à partir de la notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.82227 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

ARTICLE 23 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des dispositions définies aux articles 45 à 48 du CCAG-TX.

ARTICLE 24 - RESILIATION DU MARCHE – INTERRUPTION DES TRAVAUX

24.1- Résiliation du marché

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique. Les dispositions du CCAG-TVX s'appliquent.

La résiliation du marché peut être effectuée pour les motifs suivants :

- ➔ manquement grave et répété à l'engagement d'insertion,
- ➔ non-respect du RGPD,
- ➔ non-remplacement de la personne nommément désignée,
- ➔ non-respect des règles de sécurité par le titulaire
- ➔ inexactitude des renseignements produits à l'appui de sa candidature
- ➔ travail dissimulé
- ➔ absence de transmission des documents (DC4, attestation d'assurances, etc.)
- ➔ manquements répétés aux obligations.

La décision de résiliation du marché (avec un des titulaires) ne peut intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de dix jours ouvrés. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision.

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Toute modification des structures du titulaire (changement de statuts, rachat par une autre société) doit immédiatement être portée à la connaissance de l'acheteur.

24.2- Redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire informe immédiatement le maître d'ouvrage de sa mise en liquidation judiciaire en produisant une **copie du jugement de liquidation judiciaire** désignant le liquidateur.

Le pouvoir adjudicateur (le maître d'ouvrage) adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure l'invitant à se prononcer sur la résiliation du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code du commerce.

Si le liquidateur confirme que l'opérateur économique n'est pas en mesure d'exécuter les prestations du marché ou en l'absence de toute réponse de sa part au-delà d'un mois, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui imparti un délai plus court.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire et n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 25 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

L'acheteur peut prononcer à l'exécution de la fourniture et des prestations aux frais et risques du titulaire dans les cas suivants non cumulatifs :

- en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
- en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation après une mise en demeure préalable restée inexécutée dans le délai prescrit ;
- en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 26 - LITIGES ET CONTENTIEUX

26.1- Règlement amiable des litiges en cours d'exécution du marché

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats. En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, ils soumettront le différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges, selon les modalités fixées à l'article L2197-3 du Code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nantes et/ou (CCIRA de Nantes) et/ou la médiation régionale des entreprises à l'adresse suivante :

Médiateur régional délégué des entreprises

DREETS

12 Place de l'Etape

45000 ORLEANS

Saisir le médiateur par formulaire : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

26.2- Différends et litiges

Le présent marché est régi par le droit français, seul applicable en cas de litige.

Les contentieux nés de l'attribution ou de l'exécution du marché relèvent du tribunal administratif d'Orléans, territorialement compétent :

Tribunal administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS cedex 1

téléphone : +33 2 38 77 59 00

télécopie : +33 2 38 53 85 16

courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 27 - LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

ARTICLE 28 - DEROGATIONS AUX CCAG ET CCTG

Les articles suivants du présent CCAP dérogent au CCAG :

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG	OBJET DE LA DÉROGATION
Article 8	Article 4	Documents contractuels : Ordre de priorité
Article 14	Article 19	Pénalités
Article 13	Article 14,15 t 16	modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives